

Élections législatives en Irlande

25 février 2011

de Corinne Deloy

ANALYSE
1 mois avant
le scrutin

Le 1^{er} février, le Taoiseach (Premier ministre) Brian Cowen (Fianna Fail, FF) a demandé à la présidente de la République, Mary McAleese, de dissoudre l'Oireachtas (les deux chambres du Parlement) et convoqué des élections législatives anticipées (d'un peu plus d'un an) le 25 février prochain. Initialement prévu le 11 mars, le scrutin a été avancé de 2 semaines sous la pression des forces de l'opposition qui avait menacé de déposer une motion de censure si le Taoiseach n'accédait pas à leur désir d'organiser des élections fin février. Les partis de l'opposition s'étaient engagés à voter la loi de finances 2011, ce qui a été fait les 27 et 29 janvier, un vote indispensable pour l'application du plan de sauvetage de l'Irlande. « *C'est de la folie totale. Nous sommes maintenant la risée de l'Europe, nous avons un parti sans chef (à la suite de la démission de Brian Cowen de la tête de son parti) et un Premier ministre sans pouvoir* » a déclaré le leader du Fine Gael (FG), Enda Kenny.

Le 22 janvier dernier, le Premier ministre sortant Brian Cowen, qui bat des records d'impopularité dans son pays, avait en effet été obligé de quitter la direction de son parti, le Fianna Fail (FF), qu'il dirigeait depuis mai 2008, date à laquelle il a succédé à l'ancien Premier ministre (1997-2008) Bertie Ahern. Le 18 janvier pourtant, il avait remporté un vote de confiance au sein du FF avec une majorité de 71 voix et acquis l'assurance de rester à son poste de président. Il avait indiqué que ce faisant, il désirait favoriser l'unité du parti pour la campagne législative. « *En prenant cette initiative, je pense servir au mieux les intérêts du parti* » avait-t-il déclaré. La rébellion contre le maintien de Brian Cowen à la tête du Fianna Fail a été emmenée par Micheal Martin, ministre des Affaires étrangères, qui a démissionné de son poste le 16 janvier, suivi de Brian Lenihan, ministre des Finances, Dermot Ahern, ministre de la Justice, Noel Dempsey, ministre des Transports, Tony Killeen, ministre de la Défense et Mary Harney, ministre de la Santé et de l'Enfance qui ont tous quitté leurs fonctions durant la semaine du 17 janvier. Mary Hanafin, ministre du Tourisme, du Commerce et de l'Innovation, les a imités quelques jours plus tard.

Le 26 janvier, Micheal Martin a été investi comme nou-

veau leader du Fianna Fail, devançant largement ses concurrents. Il lui revient de mener la campagne du FF pour les élections législatives. Le Fianna Fail y est donné perdant par toutes les enquêtes d'opinion.

Le 23 janvier, le Parti vert a annoncé son retrait de la coalition gouvernementale. « *Notre patience est à bout. Nous avons décidé que nous ne pouvions pas rester plus longtemps au gouvernement* » a déclaré le leader vert, John Gormley, qui évoquait « *le manque de communication et l'effondrement de la confiance* ». Le départ du Parti vert a entraîné celui de 2 nouveaux ministres : Eamon Ryan, ministre des Communications et John Gormley, ministre de l'Environnement. Le gouvernement ne comprend donc désormais plus que 7 membres, soit la limite minimale imposée par la Constitution.

Le Premier ministre sortant, Brian Cowen, vient d'être accusé de collusion avec l'ancien patron de l'Anglo Irish Bank, Sean FitzPatrick, qui a révélé dans un livre avoir joué au golf et dîné avec le chef du gouvernement quand celui-ci était ministre des Finances juste avant la mise au point du plan de sauvetage de sa banque. « *Je ne suis coupable d'aucune trahison économique* » a répondu Brian Cowen à ses accusateurs.

A un mois des élections législatives, le Fianna Fail au

pouvoir et le chef du gouvernement Brian Cowen, accusé d'avoir mal géré la crise économique et d'avoir laissé se constituer une bulle immobilière lorsqu'il était en charge des Finances du pays, sont assurés de leur défaite. Le principal parti d'opposition, le Fine Gael (FG), emmené par Enda Kenny, devrait selon toute probabilité diriger l'Irlande après le 25 février prochain.

La crise irlandaise

L'Irlande a longtemps été le bon élève de la classe européenne : pays vertueux sur le plan budgétaire, l'île connaissait une croissance exceptionnelle, notamment grâce à une faible fiscalité sur les entreprises. La République celtique, dont la croissance reposait en grande partie sur l'industrie financière, a été très affectée par la crise économique internationale. Dès 2008, le PIB a chuté de 3% (et de 7% en 2009), le taux de chômage explosait passant de 4,6% fin 2007 à 9,2% début 2009 et à 13% en mars 2010 (et plus de 25% parmi les 20-24 ans). La chute des bénéfices des entreprises internationales (en grande majorité américaines) massivement implantées en Irlande et l'effondrement du marché immobilier ont plongé le pays dans une crise profonde.

Le cas de l'Irlande diffère pourtant de celui de la Grèce. A Athènes, la faillite de l'État, et du service public, a plombé les banques ; en Irlande, ce sont ces mêmes banques et le secteur privé qui ont fait plonger les finances publiques. L'éclatement de la bulle immobilière qui s'est formée durant les années de croissance en raison des implantations massives d'entreprises étrangères venues profiter des faibles taux d'imposition sur les sociétés (12,5%) et la dérive du secteur bancaire surdimensionné par rapport à la taille de l'économie réelle sont les deux éléments majeurs qui ont conduit à la crise irlandaise. L'éclatement de la bulle immobilière a provoqué l'effondrement des prix des actifs, la masse des pertes est alors apparue dans toute son ampleur. Le gouvernement n'a alors eu d'autre choix que de garantir et renflouer les banques. Le rétablissement de l'Irlande passe par la restructuration totale de son secteur bancaire. Fin 2010, 42% des emprunteurs immobiliers irlandais étaient encore en negative equity, c'est-à-dire que la valeur de leur maison était inférieure au capital qu'ils doivent encore rembourser à la banque.

Le 23 décembre 2010, l'Allied Irish Bank (AIB) était le 4e établissement bancaire de crédit important (après

l'Anglo Irish Bank, INBS et EBS AIB) à être nationalisé depuis le début de la crise économique ayant conduit le pays au bord de la faillite. La banque a été renflouée de 3,6 milliards € par l'État. Celui-ci a également augmenté sa participation dans la Bank of Ireland, redevenant majoritaire au sein de l'établissement financier à cette occasion. Le renflouement des établissements bancaires mis sous tutelle publique a coûté entre 70 et 80 milliards € aux contribuables irlandais.

L'agence de notation Fitch a dégradé la note qu'elle attribuait au pays (de A à BBB). Cette dernière est désormais la plus faible note attribuée à l'Irlande par les grandes agences de notation. Fitch a déclaré que le pays devra patienter plusieurs années (entre 3 et 5 ans) avant de retrouver une note A. Le 17 décembre, l'agence Standard and Poor's avait également baissé la note de Dublin. Enfin, l'agence Moody's a dégradé la note de Aaa2 à Baa1. La dégradation des notes délivrées par les agences de notation a des effets immédiats sur le coût du financement d'un pays (hausse des intérêts) et complique donc le travail du gouvernement.

Selon les prévisions socioéconomiques, le PIB irlandais devrait chuter de 0,2% en 2010 et croître de 0,9% cette année et de 1,9% en 2012. Le chômage touche environ 13% de la population active et le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté au cours de ces 2 dernières années. Enfin, la dette publique irlandaise a atteint 95% du PIB national en 2010 ; elle devrait culminer à 102% en 2013 avant de revenir à 100% l'année suivante. Le gouvernement sortant mise sur une croissance de 2,75% du PIB par an en moyenne et sur une baisse du nombre de chômeurs au-dessous de la barre des 10% d'ici 4 ans grâce à la création nette de 90 000 emplois.

Le mécontentement de la population irlandaise dû aux grandes difficultés économiques auxquelles elle doit faire face se double de l'humiliation d'avoir à demander de l'aide à l'extérieur pour régler ses problèmes d'endettement. « *Ceux qui ont le plus contribueront le plus, ceux qui ont le moins conserveront des garanties ; l'ampleur de la crise est telle que personne ne peut échapper aux contributions nécessaires pour que le pays retrouve toute sa vitalité* » a tenté de rassurer Brian Cowen après le vote du plan de rigueur le plus sévère de l'histoire du pays. Si effectivement les coupes budgétaires affectent l'ensemble de la société,

la charge est très lourde pour les plus démunis. Signe de la violence de la crise en Irlande, le pays, qui possède une tradition séculaire de terre d'émigration mais qui était, durant les dernières années du XXe siècle, devenu une terre d'accueil, a renoué avec l'émigration. Pour la première fois depuis la croissance exceptionnelle des années 1990, le nombre de partants a dépassé celui des arrivants. Selon l'Institut de recherche économique et sociale (ESRI), chaque semaine, environ 1000 personnes quittent le pays. Le solde migratoire de l'île est passé de + 67 300 (entre avril 2006 et avril 2007) à - 34 500 (entre avril 2009 et avril 2010), soit le solde négatif le plus élevé depuis 1989 selon le Bureau central des statistiques (CSO).

Le recours à l'aide internationale

Le 30 septembre dernier, le déficit public de l'Irlande, initialement estimé à 11,6% du PIB, est annoncé à 32%. Début novembre, le taux des obligations d'État irlandaises s'envolent sur les marchés qui manifestent de plus en plus d'inquiétude. Le 21 novembre, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne accueillent favorablement la demande d'aide de l'Irlande. Le 23 novembre, Brian Cowen, mis en difficulté au sein de son parti, annonce la tenue d'élections législatives anticipées après le vote du budget d'austérité (le 3e en 2 ans pour l'Irlande) et l'adoption du plan de sauvetage, tous deux prévus début 2011. Le plan d'austérité est dévoilé le 24 novembre. Il prévoit de réaliser 15 milliards € d'économies (soit 10% du PIB) sur 4 ans, par des coupes dans les dépenses sociales (environ 2,8 milliards €) qui devraient être ramenées à leur niveau de 2007 et par des hausses d'impôts. Le gouvernement a décidé de maintenir l'impôt sur les sociétés à 12,5%, refusant donc d'accéder à la demande faite le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel.

L'objectif principal du plan de sauvetage est de ramener le déficit public, actuellement de 32% du PIB à 3% en 2014. Le tour de vis de 2011 doit permettre de réaliser 40% du programme austérité. Certains affirment que le déficit public devrait atteindre 9,4% du PIB à la fin de l'année. Les économies drastiques passeront par des suppressions d'emplois publics (24 750 au total, ce qui fera revenir les effectifs au niveau de 2005), une baisse des salaires et des pensions de retraite des

fonctionnaires, une réduction des allocations familiales (-10 € par mois et par enfant), la diminution des dépenses de santé et des investissements de l'ensemble des ministères, l'accroissement des frais de scolarité des étudiants et une baisse du salaire horaire minimum (de 8,65 € à 7,65 €). Perçu par 50 000 personnes en Irlande, celui-ci reste cependant parmi les plus élevés au sein de l'Union européenne. Les salaires du gouvernement seront réduits (214 000 €/an pour le Taoiseach et 181 000 €/an pour un ministre).

Côté hausses d'impôt, il est prévu le relèvement de 1 point de la TVA en 2013 et de 1 point encore en 2014 où la taxe atteindra 23%. Cette mesure devrait rapporter 620 millions €. L'impôt sur le revenu sera augmenté (rentrée prévue de 1,9 milliard €), la fiscalité liée aux pensions de retraite modifiée (700 millions € attendus). Enfin, un nouvel impôt local destiné à financer des services publics locaux sera créé et devrait générer des recettes de 530 millions €.

Le 28 novembre, le FMI, l'Union européenne et l'Irlande se sont mis d'accord sur un plan d'aide de 85 milliards € : 35 seront consacrés à la remise sur pied du système bancaire (10 seront injectés immédiatement dans les banques et 25 abonderont le fond de secours afin de faire face aux besoins de liquidité) et 50 couvriront les besoins en matière d'emprunt pour les 3 années à venir. En échange de cette aide, l'Irlande doit s'engager à procéder au redressement rapide de ses finances publiques et à mettre de l'ordre dans son système bancaire.

Le FMI participe à hauteur de 22,5 milliards € au plan d'aide. Fin décembre, il annonçait que 5,8 milliards étaient disponibles immédiatement. L'Union européenne va aussi verser 22,5 milliards € dont 11,7 au 1er trimestre 2011. La somme est issue du fonds de stabilité de la zone euro mais également de prêts bilatéraux du Royaume-Uni, de la Suède et du Danemark.

L'Irlande contribuera également au plan d'aide, à raison de 17,5 milliards € qui seront puisés dans le fonds de retraite national.

Chaque versement de l'aide internationale est conditionné à un examen des progrès réalisés par l'Irlande. Le plan de sauvetage est un prêt qui doit être remboursé par le pays bénéficiaire en une décennie.

Le système politique irlandais

L'Oireachtas (Parlement irlandais) est bicaméral.

Il comprend le Dail Eireann (chambre des représentants) qui compte 166 membres élus pour 5 ans au sein de 43 circonscriptions. Les députés sont désignés au scrutin proportionnel selon le système du vote unique transférable. L'électeur désigne parmi une liste de candidats celui/celle (ou ceux) au(x)quel(s) il souhaite accorder sa voix par ordre de préférence. Il inscrit ainsi le chiffre 1 devant le candidat qui a sa première préférence puis, s'il le souhaite, 2, 3, 4, etc. devant les noms des autres candidats de la liste. Le calcul du quotient électoral, c'est-à-dire du nombre de suffrages minimum que doit obtenir un candidat pour être élu, constitue la première opération du dépouillement. Ce quotient correspond à l'ensemble des voix exprimées divisé par le nombre de sièges à pourvoir (3, 4 ou 5 selon les circonscriptions) augmenté d'une unité. Tout candidat recueillant ce nombre de suffrages est élu. Les voix excédentaires qu'il a obtenues sont alors réparties entre les candidats ayant été retenus en deuxième préférence.

Les Irlandais sont très attachés à ce système de vote complexe qu'ils partagent avec deux autres pays (Malte et l'Australie), au point de refuser par deux fois qu'il soit modifié. Le vote unique transférable ayant été inscrit dans la Constitution irlandaise en 1937, sa modification ou son abandon ne sont désormais possibles que via un référendum. D'une courte majorité en 1959, puis plus largement 9 ans plus tard, les Irlandais ont choisi de conserver leur façon d'élire leurs représentants. Ces 2 référendums, organisés à l'initiative du Fianna Fail alors au pouvoir, proposaient aux Irlandais d'adopter le système majoritaire en vigueur au Royaume-Uni. Permettant une représentation fidèle des partis politiques, le système de vote unique transférable est cependant parfois critiqué pour la forte concurrence qu'il engendrerait entre les candidats d'un même parti. Ainsi, les députés se plaignent parfois que ce mode de scrutin les oblige à consacrer beaucoup de temps aux demandes individuelles de leurs concitoyens et les empêche de se concentrer sur les questions politiques nationales.

Le Seanad Eireann, chambre haute du parlement, comprend 60 membres dont 43 sont élus au scrutin proportionnel (selon le système du vote unique) par 5 grands corps constitués de parlementaires (les sénateurs sortants et les députés nouvellement élus) et d'élus locaux (conseillers de comtés et conseillers des

villes des comtés) représentant divers secteurs de la société (Culture, Education, Agriculture, Travail, Industrie, Commerce et Administration publique). 11 membres du Seanad Eireann sont nommés par le Premier ministre et 6 par les citoyens de plus de 18 ans inscrits sur les listes électorales et ayant obtenu un diplôme de 3e année de l'université nationale d'Irlande ou de l'université de Dublin (Trinity College). Le Seanad Eireann est élu traditionnellement au plus tard 90 jours après le Dail Eireann.

Le gouvernement irlandais peut comprendre jusqu'à 15 membres. 2 d'entre eux peuvent être membres du Seanad Eireann (chambre haute du Parlement), tous les autres doivent obligatoirement avoir été élus députés du Dail Eireann.

5 partis politiques sont actuellement représentés à la chambre basse:

- le Fianna Fail (FF) (Soldats de la destinée en gaélique) du Premier ministre sortant Brian Cowen, compte 77 députés ;
- le Fine Gael (FG) (Clan des Gaels en gaélique), principal parti d'opposition situé au centre-droit de l'échiquier politique, dirigé par Enda Kenny, possède 51 sièges ;
- le Parti travailliste (Lab) dirigé par Eamon Gilmore compte 20 députés ;
- Le Parti vert (GP), membre du gouvernement sortant et dirigé par John Gormley, possède 6 sièges ;
- Le Sinn Fein (SF) (Nous-mêmes en gaélique) a la particularité d'exister (et de participer aux élections) dans deux États de l'Union européenne : l'Irlande et le Royaume-Uni. Dirigé par Gerry Adams, le Sinn Fein compte 4 députés.

Deux députés du Parti démocrate progressiste (PD), créé en 1985 par des membres du Fianna Fail alors opposés au leadership de Charles Haughey, avaient été élus lors des dernières élections législatives du 24 mai 2007. Cependant, le Parti démocrate progressiste s'est dissous le 20 novembre 2009. Ses 2 députés – la ministre de la Santé et de l'Enfance démissionnaire Mary Harney et Noel Grealish – siègent désormais sur les bancs des indépendants.

L'Irlande est dirigée par un président de la République, qui n'a toutefois qu'un pouvoir de représentation, élu tous les 7 ans au suffrage universel direct. Son mandat ne peut être renouvelé qu'une seule fois. L'actuelle chef de l'État est Mary McAleese, en fonction depuis le 30 oc-

tobre 1997. Seule candidate à la présidence de la République lors de la clôture des nominations pour la dernière élection présidentielle, elle a été réélue à son poste sans avoir à passer par les urnes le 1er octobre 2004.

La campagne électorale

« Nous avons été trop optimistes quant à notre récente réussite économique en apparence spectaculaire » a déclaré le Premier ministre sortant qui a ajouté « la formation d'une bulle immobilière dont l'éclatement a provoqué la crise avait beaucoup plus à voir avec le crédit facile et la concurrence féroce pour les parts de marché qu'avec les incitations fiscales ». « La plus grande erreur que nous avons commise sur le plan des finances publiques, c'est d'avoir trop dépensé et trop réduit le recettes fiscales » a affirmé le ministre des Affaires étrangères sortant, Micheal Martin.

Les forces de l'opposition font campagne sur la contestation du plan de sauvetage du pays auprès du FMI et de l'Union européenne et sur la dénonciation de la façon dont le gouvernement a négocié l'aide internationale. Elles critiquent les conditions fixées par les bailleurs internationaux notamment celles portant sur les taux d'intérêt. Le Fine Gael et le Parti travailliste veulent renégocier les termes de l'accord passé avec le FMI.

Pour le Labour, il est impératif de rediscuter la restructuration de la dette des banques irlandaises et de réviser (à la baisse) le taux d'intérêt de 5,8% que le pays doit payer à ses créanciers internationaux. « L'accord a été négocié par un gouvernement à genoux. Il fait payer les contribuables pour les banques. Nous ne pouvons pas accepter ce carcan » a déclaré Eamon Gilmore, leader du Parti travailliste.

Le Fine Gael partage ces positions et demande aux électeurs de lui permettre de diriger le pays pour renégocier le plan d'aide internationale. « Le budget de l'Irlande pour 2011 est celui d'un gouvernement marionnette du FMI et de l'Union européenne » a affirmé Michael Noonan, porte-parole du FG. « Les gagnants sont les banques qui ont sifflé notre argent et les perdants sont les familles de 3 enfants » a accusé la porte-parole du Labour, Joan Burton.

Le Sinn Fein, qui espère quadrupler son nombre d'élus, dénonce le plan de sauvetage qu'elle considère comme une « atteinte à souveraineté du pays ». Alors que certains analystes politiques ont envisagé l'éventualité

d'une coalition gouvernementale formée par le Fianna Fail allié au Sinn Fein, Gerry Adams a précisé qu'il négocierait son entrée au gouvernement contre un retrait de l'Irlande de l'Union européenne.

L'ensemble des partis de l'opposition affirment qu'ils renégocieront les conditions fixées par les bailleurs de l'Irlande, un désir pour lequel ils devront toutefois obtenir l'assentiment du FMI, de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne. Par ailleurs, tous les partis sont pieds et poings liés par l'état de l'économie irlandaise et disposent d'une très faible marge de manœuvre. « L'idée que l'opposition pourrait négocier de façon unilatérale un meilleur taux d'intérêt auprès du FMI est franchement risible » a déclaré le ministre des Finances sortant, Brian Lenihan. « La seule renégociation possible porte sur les conditions liées au plan de sauvetage, pas sur les taux d'intérêt » a-t-il précisé. « Les aspects liés aux conditions du plan peuvent être renégociés mais pas le plan en tant que tel. Les gens peuvent faire de promesses avant les élections mais une fois au gouvernement, il n'existe pas de marge de manœuvre » a souligné Micheal Martin.

Le gouvernement irlandais est le premier gouvernement européen (et de la zone euro) à chuter en raison de la crise de l'endettement qui touche notamment l'Europe. Le Fianna Fail qui a dominé la vie politique depuis l'indépendance du pays en 1922 et qui gouverné 55 ans durant les 74 dernières années, devrait selon toutes les enquêtes d'opinion être laminé dans les urnes. Les dernières enquêtes d'opinion le créditent de 14% des suffrages. Les Irlandais le tiennent pour responsable de la situation catastrophique dans lequel se trouve leur pays. Ils lui reprochent certaines relations avec le monde des affaires, d'avoir prolongé de façon artificielle le boom économique des années 1990 jusqu'à créer une bulle financière et immobilière, d'avoir fait payer les contribuables pour le sauvetage des banques et enfin, d'avoir eu à recourir à l'aide du FMI et de l'Union européenne. Selon les derniers sondages, le Fine Gael recueillerait 35% des voix, le Parti travailliste 21%, le Sinn Fein 14% et le Parti vert 4%. Environ 12% des électeurs voteraient en faveur de candidats indépendants.

La question du partage du fardeau que représente le sauvetage de l'Irlande figurera à n'en pas douter au cœur de la courte campagne électorale.

Rappel des résultats des élections législatives du 24 mai 2007 en Irlande

Participation : 67,30%

Partis politiques	Nombre de voix de première préférence	Nombre de sièges	Pourcentage des sièges remportés
Fianna Fail (FF)	858 565	77	46,6
Fine Gael (FG)	564 428	51	30,9
Parti travailliste (Lab)	209 175	20	12,1
Verts (GP)	96 936	6	3,6
Sinn Fein (SF)			143 410
Parti démocrate progressiste (PD)	56 396	2	1,2
Parti socialiste (SP)	13 218	0	0
Le Peuple avant les profits	9 333	0	0
Parti des travailleurs (WP)	3 026	0	0
Solidarité chrétienne (CS)	1 705	0	0
Autres	3 189	0	0
Indépendants	106,429	5	3

Source : Commission électorale irlandaise

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le 1^{er} février dernier, la présidente de la République d'Irlande, Mary McAleese, a dissous l'*Oireachtas* (Parlement) à la demande du Premier ministre Brian Cowen (Fianna Fail, FF) et convoqué des élections législatives anticipées (d'un peu plus d'un an) pour le 25 février. Le Taoiseach (Premier ministre en gaélique), au pouvoir depuis mai 2008, a été poussé à la démission à la fois par les forces de l'opposition qui menaçaient son gouvernement d'une motion de censure qu'il ne pouvait guère espérer remporter et par les membres de son propre parti – comme par les Verts, membre de sa coalition gouvernementale –, qui l'avaient déjà obligé à renoncer à son poste de leader du Fianna Fail. Brian Cowen a été remplacé dans cette fonction par Micheal Martin, ministre démissionnaire des Affaires étrangères.

Brian Cowen, ancien ministre des Finances de 2004 à 2008 arrivé au pouvoir au moment même où son pays plongeait dans une récession sans précédent, a enchaîné les records d'impopularité à mesure qu'il annonçait des plans d'austérité de plus en plus draconiens. Il est le premier chef de gouvernement au monde à chuter à cause de la crise économique internationale. Déjà fortement discrédité par sa gestion de la crise politico-économique de l'Irlande, il avait été encore affaibli par la révélation d'une rencontre qu'il aurait eue au cœur de la crise avec l'ancien président de l'Anglo-Irish Bank, Sean FitzPatrick. « *Ma carrière politique arrive à sa fin avec la convocation de ces élections législatives. C'est le cœur lourd que je prends une telle décision. Mais c'est la bonne décision parce que le Fianna Fail est en train de se reconstruire et de se renouveler avec l'arrivée d'une nouvelle génération* » a déclaré, juste avant l'annonce du scrutin, Brian Cowen. Le Taoiseach est le premier de l'histoire de l'Irlande à ne pas être candidat à sa réélection.

La crise socioéconomique au cœur de la campagne électorale

Ancien bon élève de la classe européenne et surnommé le « *tigre celtique* », l'Irlande a longtemps connu une

croissance exceptionnelle. Cependant, le pays, dont la croissance reposait en grande partie sur l'industrie fi-

nancière, a été très affecté par la crise économique internationale de 2008 : baisse du taux de croissance du PIB de 7% en 2009, hausse du taux de chômage (13,4%) et effondrement du marché immobilier dû au départ des entreprises internationales (en grande majorité américaines) après la chute de leurs bénéficiaires. Si la situation s'est redressée, la Banque centrale d'Irlande vient cependant de revoir à la baisse ses dernières prévisions de croissance (1% au lieu de 2,1% prévus auparavant), notamment en raison de l'impact des mesures d'austérité adoptées en contrepartie du plan d'aide international. L'institution financière estime toutefois que le pays devrait échapper à la récession en 2011 grâce à une bonne tenue de ses exportations qui devraient compenser la faiblesse de la demande intérieure. Autre statistique peu réjouissante pour l'économie irlandaise : les crédits aux particuliers ont reculé de 5,2% en décembre dernier par rapport au même mois de 2009 (la contraction était de 4,8% en novembre). Enfin, les retraits bancaires se poursuivent : 5,2 milliards € en novembre 2010, près de 3 milliards en décembre.

Le gouvernement sortant de Brian Cowen se voit reprocher d'avoir mal géré la crise socioéconomique et toujours soutenu les banquiers mais également d'avoir du recourir à l'aide internationale et accepté le 24 novembre 2010 les termes du plan de sauvetage de 85 milliards € du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne. Plus de 8 Irlandais sur 10 (82%) se déclarent favorables à une renégociation de ce plan selon une enquête d'opinion de l'institut MillwardBrown Lansdowne publiée mi-février.

Comme attendu, le recours à l'aide extérieure a été au cœur du premier débat télévisé de la campagne électorale le 9 février. « *Le gouvernement a lié le sort du pays aux infortunes des banques et nous a vendus à l'Union européenne et au Fonds monétaire international. La tranche européenne du prêt international doit être renégociée. L'accord actuel est mauvais pour l'Irlande, l'Europe et la zone euro* » a déclaré Eamon Gilmore, leader du Parti travailliste (Labour). Pour ce faire, ce dernier souhaite faire payer les détenteurs d'obligations qui ont investi dans les banques (« ils doivent porter une partie du fardeau » a-t-il affirmé), repousser de 3 ans (à 2016) le délai accordé à l'Irlande par Bruxelles pour rétablir le déficit public sous les 3% du PIB et, last but not least, baisser le taux d'intérêt

exigé par les organisations internationales actuellement établi à 5,83%. Eamon Gilmore qualifié ce taux de « *punitif et inique* ». Le Parti travailliste, attaqué sur sa gauche par le parti d'extrême gauche du Sinn Féin (SF) ou des candidats d'autres partis de gauche, a récemment perdu un peu de terrain au sein des classes moyennes. Il n'hésite pas à faire de la surenchère et parle d'un rejet du plan de sauvetage.

Le leader de l'opposition et du Fine Gael (FG), Enda Kenny, que tous les observateurs de la vie politique considèrent comme le prochain Premier ministre irlandais, a précisé qu'il entendait, s'il parvenait au pouvoir à l'issue du scrutin, réduire le coût du prêt de l'Union européenne en baissant les taux d'intérêt, en rachetant une partie de la dette souveraine et en restructurant la dette bancaire non garantie par Dublin. Le leader du Fine Gael a émis le souhait que la recapitalisation des banques irlandaises en déshérence soit suspendue jusqu'au moment de la divulgation des résultats des nouveaux tests de résistance des établissements financiers prévus pour la fin du mois de mars. Le plan de sauvetage international comprend cependant le renflouement à hauteur de 7 milliards € de l'Anglo-Irish Bank et de la Bank of Ireland d'ici fin février. A la suite des propositions d'Edna Kenny sur le report de la recapitalisation des banques, l'agence de notation financière Moody's a dégradé la note de 6 établissements financiers irlandais (Allied Irish Bank, Anglo-Irish Bank, EBS, Irish Nationwide Building Society, Bank of Ireland et Irish Life & Permanent).

Enda Kenny s'est récemment rendu à Bruxelles où il a été reçu par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, à qui il a fait part de sa volonté de renégocier une partie du plan de sauvetage. Le leader du Fine Gael était accompagné de Michael Noonan, actuel porte-parole du parti (et probable prochain ministre des Finances), qui a déclaré que son parti souhaitait voir baisser, outre le taux d'intérêt versé par son pays pour les fonds reçus, la dette due par les banques irlandaises. « *En dépit de tous ses efforts, l'Irlande pourrait ne pas supporter le coût de l'aide dans les conditions actuelles* » a-t-il déclaré.

« *On ne peut pas renégocier le plan de sauvetage de l'Irlande de façon unilatérale et il est malhonnête de prétendre le contraire* » répète le nouveau leader du Fianna Fail, Micheal Martin.

Les partenaires européens de l'Irlande, et notamment l'Allemagne, se montrent très réticents à toute nouvelle discussion du plan de sauvetage de l'Irlande. Ils pourraient néanmoins envisager d'assouplir leur position en demandant une contrepartie à Dublin, par exemple une hausse du taux de l'impôt sur les sociétés en Irlande (actuellement fixé à 12,5%) qui est l'un des plus faibles de l'Union européenne. Le leader de l'opposition Enda Kenny a également évoqué l'introduction dans le droit constitutionnel irlandais de dispositions visant à limiter l'endettement public sur le modèle des règles en vigueur en Allemagne. « *Nous avons dit à la Commission européenne que nous étions conscients qu'il existe en Europe la volonté de contrôler, par la loi, la capacité des gouvernements à s'endetter afin de ne pas emprunter de nouveau de façon imprudente* » a déclaré Michael Noonan.

Le FMI a indiqué par la voix de sa directrice des relations extérieures et porte-parole, Caroline Atkinson, qu'il envisageait de verser les deux prochaines tranches de son prêt de 22,5 milliards € à la République celtique à l'issue du scrutin du 25 février prochain. La première tranche de 5,8 milliards a déjà été débloquée ; les deux suivantes sont prévues aux environs des 15 mars et 15 juin prochains mais pourraient être groupées au vu « *des mesures qui pourraient être mises en place au-delà de la base du programme qui a déjà été appliqué par le nouveau gouvernement qui sera formé* » selon Caroline Atkinson.

La campagne politique

Probables futurs alliés au sein de la prochaine coalition gouvernementale, le Fine Gael et le Parti travailliste se livrent une rude bataille pré-électorale. Le Labour accuse le parti d'Enda Kenny d'être trop timide vis-à-vis des partenaires européens de l'Irlande ; le Fine Gael reproche aux travaillistes de vouloir emprunter 5 milliards € supplémentaires, ce que dément le parti d'Eamon Gilmore. Lors du 2^e débat télévisé de la campagne électorale le 14 février, le leader du Fine Gael a reproché à son homologue du Labour de vouloir reporter de 2 ans la date de retour à l'équilibre budgétaire pourtant convenue avec le FMI et l'Union européenne. « *Ce que vous ne dites pas, c'est que vous avez déjà changé d'avis en passant de 2014 à 2016. Cela signifie qu'il va falloir emprunter 5 milliards € supplémentaires. Cela veut dire des impôts plus élevés, des taux d'intérêts plus*

élevés, un chômage plus élevé et une austérité plus longue » a-t-il déclaré après qu'Eamon Gilmore l'eut accusé de condamner l'Irlande à une récession économique durable en défendant le respect de la date butoir fixé par les organisations internationales. Après cet échange entre les deux hommes, Micheal Martin a ironisé en se demandant si Enda Kenny et Eamon Gilmore souhaitaient vraiment gouverner ensemble.

Les 2 partis d'opposition vont cependant devoir aplâner leurs désaccords pour parvenir à gouverner une Irlande en pleine crise. « *Le futur gouvernement va devoir construire un nouveau pays à partir des ruines de notre économie* » a averti Enda Kenny.

Selon les enquêtes d'opinion, le Fine Gael devrait arriver en tête des élections législatives du 25 février. Certains analystes avancent le fait que le parti pourrait, s'il remporte un nombre élevé de sièges, tenter de former un gouvernement minoritaire avec le soutien des indépendants élus au Dail Eireann (chambre des représentants). Comme pour répondre à ces perspectives, Eamon Gilmore, a affirmé que « *pour la première fois dans l'histoire de l'Irlande, le gouvernement pourrait n'être dirigé ni par le Fianna Fail ni par le Fine Gael* ».

Au niveau politique, le Fine Gael propose de baisser de 200 000 € la rémunération du Taoiseach et de réviser les dépenses des ministres. Il est favorable à la réduction du nombre de membres du Dail Eireann (il préconise de supprimer 20 représentants) et à l'abolition (dans les 12 prochains mois) du Seanad Eireann, chambre haute du parlement comprenant 60 membres dont 43 élus au scrutin proportionnel par 5 grands corps constitués de parlementaires et d'élus locaux représentant divers secteurs de la société, 11 nommés par le Premier ministre et 6 par les citoyens de plus de 18 ans inscrits sur les listes électorales et ayant obtenu un diplôme de 3^e année de l'université nationale d'Irlande ou de l'université de Dublin. Le principal parti d'opposition souhaite créer une assemblée de citoyens de 100 personnes qui serait chargée de faire des propositions sur une réforme électorale, d'instaurer un système de pétitions publiques et d'abaisser l'âge du droit de vote à 17 ans (en lieu et place de 18 actuellement). L'Irlande est l'un des rares pays d'Europe à ne pas avoir réformé son système politique depuis la Seconde Guerre mondiale.

Si le Parti travailliste propose de supprimer le Seanad

Eireann, il est en revanche favorable à un accroissement des membres de la chambre des représentants de 50% des ses élus.

La réforme du système politique figure en bonne place dans le programme du Fianna Fail qui propose une modification du mode de scrutin pour les élections législatives comme pour l'élection présidentielle (les citoyens d'Irlande du Nord pourraient désigner le chef de l'Etat de la République d'Irlande) et la fin du système actuel qui veut qu'à l'exception de 2 ministres qui peuvent être membres de la chambre haute du Parlement), tous les autres doivent obligatoirement être des élus du Dail Eireann. Pour voir le jour, ces modifications devraient toutefois être adoptées par référendum.

Le Fianna Fail, qui a dominé la vie politique depuis l'indépendance du pays en 1922 et qui gouverné l'Irlande durant 55 des 74 dernières années, se bat pour obtenir la 3e place le 25 février. Il est talonné dans les enquêtes d'opinion par le Sinn Fein (SF) qui compte bien profiter du mécontentement généré par la crise socioéconomique et qui pourrait récupérer une partie de l'électorat du parti actuellement au pouvoir, notamment les personnes furieuses par la « *perte de souveraineté* » que constitue pour elles le recours à l'aide internationale. Ce qui explique que le leader du Fianna Fail Micheal Martin concentre la plupart de ses critiques sur Gerry Adams, dirigeant du Sinn Fein.

Au niveau politique, le Sinn Fein est favorable à l'abolition du Seanad Eireann. « *Le Seanad Eireann est antidémocratique. C'est une survivance du système ancien et je parle avec l'expérience de la chambre des Lords britannique. Toute cette absurdité est fondée sur les privilèges, on a remplacé une ancienne élite par une autre élite gouvernante* » a déclaré Gerry Adams.

Enfin, le Parti vert (GP) propose une réduction du

nombre des parlementaires. Il a annoncé un plan pour créer 100 000 emplois verts sur les 9 années à venir. Le parti de John Gormley affirme avoir créé 20 000 emplois verts depuis 2007.

L'ancien Premier ministre (1997-2008) Bertie Ahern, modèle de longévité à la tête de l'Irlande, a décidé de ne pas se présenter aux élections. « *J'ai toujours dit que j'arrêterai ma carrière politique à 60 ans et je les aurai en septembre (le 11 septembre 2012)* » a-t-il déclaré. Les enquêtes d'opinion prédisent au Fianna Fail la pire défaite de son histoire. Le parti est crédité de 12% des suffrages dans le dernier sondage réalisé par l'institut MillwardBrown Lansdowne et publié par le quotidien The Irish Independent le 16 février dernier. Il est devancé par le Fine Gael qui recueillerait 38% des voix (et 78 des 166 sièges de la chambre des représentants) et deviendrait ainsi le principal parti du pays pour la 1ère fois de son histoire. Le Parti travailliste obtiendrait 23% des suffrages ; le Sinn Fein, 10% et le Parti vert, 1%. Les électeurs indécis (qui représentent environ 20%) détermineront donc si le prochain gouvernement sera formé par le seul Fine Gael ou par une coalition entre ce dernier et le Parti travailliste.

La popularité d'Enda Kenny ne suit pas la hausse de son parti dans les enquêtes d'opinion. Le leader de l'opposition est même devancé par le nouveau leader du Fianna Fail, Micheal Martin, et par Eamon Gilmore dans un sondage portant sur la personnalité que les Irlandais souhaiteraient voir nommer à la tête du prochain gouvernement.

Au vu des conditions imposées par le FMI et l'Union européenne, le(es) parti(s) qui arriveront au pouvoir le 25 février bénéficieront d'un état de grâce de très courte durée

Le Fianna Fail sort laminé des élections législatives irlandaises remportées par le Fine Gael qui échoue toutefois à atteindre la majorité absolue

L'Irlande a connu dernier un véritable séisme politique lors des élections législatives anticipées du 25 février. Certes, celui-ci était attendu et le véritable enjeu du scrutin résidait à la fois dans le fait de savoir si le principal parti d'opposition, le Fine Gael (FG), réussirait à obtenir la majorité absolue à la chambre des représentants et dans l'ampleur de la défaite du Fianna Fail (FF) au pouvoir. Il n'en reste pas moins que les électeurs ont massivement voté contre les contraintes imposées à la République celtique par le plan de sauvetage du pays en accordant leurs voix aux partis qui s'y sont opposés, soit le Fine Gael, le

RÉSULTATS

Parti travailliste (Lab) et le Sinn Fein (SF).

Le Fianna Fail au pouvoir est donc laminé. Le parti du Taoiseach (Premier ministre en gaélique) sortant Brian Cowen a recueilli 17,4% des suffrages et 20 sièges (- 57 par rapport au précédent scrutin législatif du 24 mai 2007), soit le résultat le plus faible de son histoire. Micheal Martin, qui a succédé mi-février au Premier ministre sortant Brian Cowen à la tête du FF, a jugé les résultats de son parti aux élections législatives «décevants». Considéré par beaucoup d'Irlandais comme le responsable de la crise socioéconomique qui a gravement affecté le pays («Le temps est venu de se débarrasser de ces ripoux qui ont précipité le pays dans la faillite» pouvait-on ainsi lire à la une de l'Irish Daily Star), le Fianna Fail a donc été victime d'un violent vote sanction. Le parti, qui a dominé la vie politique depuis l'indépendance du pays en 1922 et qui a gouverné l'Irlande durant 55 des 74 dernières années, a fortement souffert à Dublin : l'ancien ministre des Finances Brian Lenihan (FF) est en effet le seul des 13 candidats du parti à avoir été élu (Dublin-Ouest).

Principal parti d'opposition, le Fine Gael dirigé par Enda Kenny est le vainqueur du scrutin. Le parti a obtenu 36,1% des voix. Avec 76 sièges (+ 25), il échoue cependant à atteindre la majorité absolue (le Dail Eireann, chambre basse du Parlement compte 166 sièges) et devra donc s'accorder avec un ou plusieurs partenaire(s) pour gouverner le pays. Le Fine Gael devrait faire alliance avec le Parti travailliste d'Eamon Gilmore avec qui il a déjà gouverné à plusieurs reprises. Celui-ci est arrivé en 2e position et a obtenu le résultat le plus élevé de son histoire : 19,4% des suffrages et 37 sièges (+ 17).

Le Fine Gael pourrait également choisir de former un gouvernement en coalition avec les indépendants. Ces derniers, au nombre de 179 sur un nombre record de 566 candidats (soit 31,62%), ont recueilli 12,6% des voix. Le porte-parole aux Finances du Fine Gael (et probable prochain ministre des Finances), Michael Noonan, a cependant déclaré qu'il souhaitait voir s'établir un «gouvernement stable, c'est-à-dire qui n'a pas à compter à chaque vote sur les députés indépendants». Membres du Fine Gael et travaillistes divergent cependant sur plusieurs points. Ainsi, les premiers sont favorables à une baisse des dépenses publiques tandis que les seconds préféreraient une hausse des taxes.

Le parti nationaliste d'extrême gauche, Sinn Fein, a recueilli 9,9% des suffrages et 14 sièges (+ 10), le résultat le plus élevé de son histoire mais au-dessous de celui qu'espérait son leader Gerry Adams, qui avait démissionné de son poste de député du Parlement britannique pour ces élections législatives. Le Parti vert, membre de la coalition gouvernementale sortante, sort laminé du scrutin, recueillant seulement 1,8% des voix. Il perd donc ses 6 députés au Dail Eireann. Le leader écologiste,

l'ancien ministre chargé de l'Environnement, John Gormley, n'est pas parvenu à être élu dans la circonscription de Dublin Sud-Est.

La participation s'est élevée à 70,0%, soit au-dessus de celle enregistrée lors du scrutin du 24 mai 2007 (+ 2,7 points).

«Ce pays a fourni à mon parti un soutien massif pour qu'il lui donne un gouvernement stable et fort» a déclaré Enda Kenny à l'annonce des résultats. Dans une intervention sur la chaîne de télévision nationale RTE, il a aussitôt exigé l'ouverture de négociations immédiates en vue d'un allègement du plan d'aide internationale et en particulier d'une réduction de son taux d'intérêt de 5,8% qu'il juge «punitif». «Je vais étudier toutes les options. Je ne veux pas que les choses traînent. Je vais décider très rapidement» a-t-il souligné. Enda Kenny souhaite réduire le coût du prêt de l'Union européenne en baissant les taux d'intérêt mais également en rachetant une partie de la dette souveraine et en restructurant la dette bancaire non garantie par Dublin. Il entend limiter la contribution aux pertes des banques aux seuls détenteurs de titres de la dette non garantis par l'Etat. «Je cherche coopération et soutien dans toute l'Europe» a-t-il indiqué.

Le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne imposent à l'Irlande de réaliser 15 milliards d'économies (soit quasiment 10% du PIB) en 4 ans, les 2/3 par des coupes dans les dépenses sociales (environ 2,8 milliards €) et 1/3 par des hausses d'impôts. Il faut se souvenir que le pays a déjà connu 4 plans d'austérité. Les salaires des fonctionnaires et les aides sociales ont été baissés et les économistes prévoient une faible croissance du pays pour l'année 2011. Un nouvel impôt (de 2% à 10% suivant les revenus) vient d'être créé mais les

recettes fiscales sont en baisse. La réduction du déficit public (actuellement de 32% du PIB) à 3% en 2014, qui constitue l'objectif principal du plan de sauvetage, apparaît comme un objectif quasiment impossible à atteindre en si peu de temps. Par ailleurs, le mécontentement de la majorité des Irlandais est alimenté par le sentiment que les banquiers, qu'ils considèrent comme les principaux responsables de la crise socioéconomique, s'en sortent sans dommage ni sanction.

Agé de bientôt 60 ans, Enda Kenny est originaire de Castlebar (ouest de l'Irlande). Il a étudié à la faculté Saint-Patrick de Dublin puis à l'université nationale d'Irlande de Galway et a d'abord exercé la profession d'instituteur. Il est élu député de Mayo en 1975 sous l'étiquette du Fine Gael après le décès accidentel de son père, Henry, lui-même député de ce parti. En 1986, il devient ministre

de l'Éducation et du Travail. De 1994 à 1997, il exerce les fonctions de ministre du Tourisme et du Commerce. Enda Kenny, qui est le plus ancien député du Parlement irlandais, a pris la tête du Fine Gael en 2002.

Le nouvel homme fort de l'Irlande, qui se voit comme le «simple coordinateur d'une équipe rassemblant les personnalités les plus compétentes», a donc la lourde tâche de «remettre l'Irlande au travail et sur les rails», selon les termes du slogan du Fine Gael pour le scrutin du 25 février. «Tout le monde va souffrir. Tout le monde va devoir se priver» a-t-il déclaré. Il devra notamment parvenir à redonner confiance à la jeunesse irlandaise qui émigre et fuit son pays de façon massive.

Enda Kenny sera élu Premier ministre par les 166 membres du Dail Eireann le 9 mars prochain.

Résultats des élections législatives du 25 février 2011 en Irlande

Turn out: 70.0%

Political Parties	No of first choice votes won	% of first choice votes won	No of seats won
Fine Gael (FG)	801 725	36.1	76
Labour Party (Lab)	431 849	19.4	37
Fianna Fail (FF)	387 408	17.4	20
Sinn Fein (SF)	220 685	9.9	14
Green Party (GP)	41 040	1.8	0
Socialist Party (SP)	26 770	1.2	2
People Before Profit (PBP)	21 551	1	2
Workers Party (WP)	3 056	0.1	0
South Kerry Independent Alliance (SKIA)	2 102	0.2	0
Christian Solidarity Party (CSP)	4 939	0.1	0
Independents	279 492	12.6	15

Source: internet site of TV channel RTE (<http://www.rte.ie/news/election2011/results/index.html>)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.